



Saint-Saphorin, le 1^{er} juillet 2019

Municipalité
de
St-Saphorin
(Lavaux)

N/réf. : 102.1003



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Lavaux, vignoble en terrasses
• inscrit sur la Liste
• du patrimoine mondial
• en 2007

AU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-SAPHORIN

Préavis municipal no 390

Crédit d'études complémentaire de CHF 21'540.- TTC pour la poursuite des travaux en lien avec l'assainissement et la requalification de la RC 780a (préavis 369 et 379) à la suite de demandes complémentaires des services étatiques dans le cadre de l'examen préalable

Date de la séance de la commission ad hoc :

jeudi 4 juillet 2019, de 12h00 à 12h45,
salle de Municipalité

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Ainsi que nous vous en informions lors de la séance du Conseil du 24 juin 2019, le Canton a pris connaissance du dossier d'examen préalable concernant l'assainissement et la requalification de la route cantonale RC 780a, lequel est favorable.

Toutefois, plusieurs éléments complémentaires sont requis par la SIPAL-MH et DGE-Biodiv. En effet, ce projet, sensible, est inscrit dans un talus exposé aux vues et occupé par de la biodiversité.

Bien que ces éléments ne soient normalement pas requis dans le cadre d'un examen préalable, nos Autorités sont malheureusement contraintes de se soumettre aux requêtes étatiques, sans quoi le travail et les deniers communaux investis jusqu'ici seront de fait perdus.

Néanmoins, ce travail participera à une acceptation du dossier de mise à l'enquête.

Objet de la demande de crédit

Aussi, nous devons soumettre à votre Conseil communal la présente demande de crédit complémentaire pour la fourniture des documents suivants :

- Demande conjointe du SIPAL-MH et DGE-Biodiv d'une étude paysagère démontrant la qualité de l'intégration de l'aménagement par des simulations issues de points de vue depuis le lac ou la route cantonale ;
- Demande de DGE-Biodiv d'un inventaire des espèces observées dans le talus CFF afin de prendre les mesures nécessaires à leur préservation.

Ces demandes représentent un travail supplémentaire évalué à CHF 20'000.- HT qui permettra de compléter le dossier et le finaliser en vue de l'enquête publique prévue d'ici la fin de l'année.

Le détail est le suivant :

Etude paysage par le bureau GEA	CHF	11'000.-
Etude biodiversité par le bureau CSD	CHF	4'000.-
Etude assainissement par le bureau CSD	CHF	2'000.-
Réserve divers & imprévus	CHF	<u>3'000.-</u>
Total HT	CHF	20'000.-
TVA 7.7 %	CHF	<u>1'540.-</u>
Total TTC	CHF	21'540.-.

Aspect financier

Ces frais supplémentaires seront financés par les liquidités courantes.

Cette dépense sera comptabilisée via le compte 43.501 et incluse dans le préavis de réalisation qui suivra et dont le coût total, y compris cette étude, sera amorti sur une durée de 30 ans et reportée au bilan compte 9141.

Subventions (c.f. brochure cantonale)

Quand bien même ces coûts seront en partie subventionnés, il n'en reste pas moins que le coût global de ce projet ne pourra PAS être financé par la commune. La Municipalité doit engager des négociations avec le canton quant au financement sur la base d'un dossier complet. C'est ce dernier qui démontrera l'impossibilité de supporter un tel investissement pour notre petite commune.

Pour appuyer notre propos, nous rappelons que la Cour cantonale des comptes a estimé, dans son rapport de l'an dernier, que les routes vaudoises souffrent d'un déficit d'investissement. Elle préconise davantage de transparence dans ce dossier et une meilleure prise en compte des besoins réels.

Le réseau des routes vaudoises, 1'500 km pour le canton et 6'000 pour les communes, représente un patrimoine estimé à 12 milliards de francs. Il a pâti d'un sous-investissement durant les années 1990 pour cause d'assainissement des finances cantonales.

La Cour des comptes, qui a mené un audit auprès du canton et d'un échantillon de 29 communes, souligne qu'un déficit d'entretien n'est pas sans conséquence. Outre les risques que représentent ces routes pour les usagers, les grosses réfections finissent par être plus onéreuses que des travaux réguliers.

Elle relève aussi que malgré les mesures de rattrapage prises depuis 2009, l'investissement s'est révélé insuffisant. En 2016, le réseau cantonal compte 20% de routes jugées dans un état "critique" ou "mauvais".

CONCLUSIONS

Vu ce qui précède, la Municipalité demande à ce qu'il plaise au Conseil communal :

- vu le présent préavis
- ouï le rapport de la commission chargée de l'examen de cet objet
- considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- d'octroyer un crédit d'étude complémentaire de CHF 21'540.- TTC, dont à déduire les subventions cantonales ;
- de financer cette dépense par la trésorerie courante.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

LE SYNDIC :  G. Vallélian		LA SECRETAIRE :  L. Negro-Chochard
--	--	---

Membre de la Municipalité à disposition de la commission : M. Mauro Contardo, Municipal